

g) na artikel 12 wordt een artikel 12*bis* ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. 12*bis*. - Op het einde van het mandaat van de leden van de Raad voert deze een zelfevaluatie uit die verslag uitbrengt over de verwezenlijkte werkzaamheden en de evolutie van de representativiteit van de leden, rekening houdend met de sectorale ontwikkelingen en de effectieve deelname van zijn leden.» ;

h) artikel 13, lid 1, wordt aangevuld met de woorden “Hij wordt uiterlijk drie maanden na de benoeming van de subregionale comités en uiterlijk negen maanden na de benoeming van de raad van bestuur van O.N.E. aangesteld.» ;

i) in artikel 14:

- in punt *b*) worden de woorden “lid van de Raad” vervangen door de woorden “werkend of plaatsvervangend lid”;

- punt *c*) wordt aangevuld met de woorden “in samenwerking met het secretariaat”;

j) in artikel 15:

- in de eerste zin worden de woorden “leden” vervangen door de woorden “benoemde werkende leden (of plaatsvervangende leden bij afwezigheid van het werkend lid)”;

- in de derde zin worden de woorden “aanwezig is” vervangen door de woorden “de benoemde werkende leden (of plaatsvervangende leden bij afwezigheid van het werkend lid) aanwezig zijn”;

k) Artikel 17 wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 17. De adviezen van de Raad worden, zodra zij zijn goedgekeurd, op de website van O.N.E. bekendgemaakt.».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag van ondertekening.

**Art. 3.** De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13673]

### 19 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, en particulier l'article 18 ;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, en particulier l'article 24 ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, en particulier l'article 43 ;

Vu le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales, en particulier l'article 43 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, en particulier l'article 13 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire

Vu le « test genre » du 15 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 avril 2019 ;

Vu le protocole de concertation du 25 avril 2019 au sein du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les Organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Vu le protocole de négociation du 25 avril 2019 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n<sup>o</sup> 66.169/2, donné le 4 juin 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, les mots « 29. Logistique et Transport » sont ajoutés entre les mots « 28. Froid-chaud » et les mots « 3. CONSTRUCTION ».

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 novembre 2018 fixant les répertoires des options de base et des formations dans l'enseignement secondaire est modifié comme suit:

1° à l'article 4, les mots « et artistique » sont introduits entre les mots « aux deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique » et les mots « de qualification » ;

2° un article 13bis, rédigé comme suit, est ajouté :

« Article 13bis. - § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales, l'option de base groupée "Gestionnaire en logistique et transport" est organisée à titre expérimental en 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> année de l'enseignement technique de qualification dans le régime de la CPU à partir de l'année scolaire 2019-2020 en 4<sup>ème</sup> année, puis progressivement en 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> année, dans un nombre limité d'établissements que le Ministre autorise. Cette option est inscrite dans le secteur « 2. Industrie » et dans le groupe « 29. Logistique et Transport ».

§ 2. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans un cours ou dans une fonction de professeur dans une option de base groupée et qui se voient confier un cours dans la fonction CT logistique DI en 4<sup>ème</sup> année en 2019-2020 dans la nouvelle option de base groupée "Gestionnaire en logistique et transport" :

- sont réputés posséder pour les années scolaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 les titres de capacité requis pour enseigner ce cours dans cette fonction s'ils le souhaitent ;
- sont réputés avoir acquis pour les années scolaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 l'expérience utile pour cette fonction ;
- conservent pour les années scolaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 le bénéfice de leur nomination ou de leur engagement à titre définitif ainsi que l'échelle barémique qui leur était attribuée si elle est plus favorable.

Les mêmes dispositions sont valables pour les enseignants qui se voient confier un cours dans la fonction CT Logistique DS en 5<sup>ème</sup> année durant l'année scolaire 2020-2021. Dans ce cas, les dispositions ci-dessus sont valables pour les années scolaires 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

Les mêmes dispositions sont valables pour les enseignants qui se voient confier un cours dans la fonction CT Logistique DS en 6<sup>ème</sup> année durant l'année scolaire 2021-2022. Dans ce cas, les dispositions ci-dessus sont valables pour les années scolaires 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025.

§ 3. Les membres du personnel temporaires désignés dans une fonction de professeur, dans une option de base groupée au 30 juin 2019 et ayant au moins 180 jours d'ancienneté et qui se voient confier un cours dans la fonction CT logistique DI en 4<sup>ème</sup> année en 2019-2020 dans la nouvelle option de base groupée "Gestionnaire en logistique et transport" :

- sont réputés posséder pour les années scolaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 les titres de capacité requis pour enseigner ce cours dans cette fonction s'ils le souhaitent ;
- sont réputés avoir acquis pour les années scolaires 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 l'expérience utile pour cette fonction.

Les mêmes dispositions sont valables pour les enseignants temporaires désignés dans une fonction de professeur, dans une option de base groupée au 30 juin 2020 et ayant au moins 180 jours d'ancienneté et qui se voient confier un cours dans la fonction CT Logistique DS en 5<sup>ème</sup> année durant l'année scolaire 2020-2021. Dans ce cas, les dispositions ci-dessus sont valables pour les années scolaires 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

Les mêmes dispositions sont valables pour les enseignants temporaires désignés dans une fonction de professeur, dans une option de base groupée au 30 juin 2021 et ayant au moins 180 jours d'ancienneté qui se voient confier un cours dans la fonction CT Logistique DS en 6<sup>ème</sup> année durant l'année scolaire 2021-2022. Dans ce cas, les dispositions ci-dessus sont valables pour les années scolaires 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025. » ;

3° dans l'annexe IV, le titre de la colonne « Technique » est remplacé par « Technique et Artistique » ;

4° dans la même annexe IV, la ligne suivante

2	Industrie	26	Mécanique appliquée	D3	5-6	P	R <sup>2</sup>		id	CCPQ		2619		Conducteur / Conductrice poids lourds			
---	-----------	----	---------------------	----	-----	---	----------------	--	----	------	--	------	--	---------------------------------------	--	--	--

est remplacée par

2	Industrie	26	Mécanique appliquée	D3	5-6	P	R <sup>2</sup>		id	CCPQ		2619		Conducteur / Conductrice poids lourds		01/09/2019	
---	-----------	----	---------------------	----	-----	---	----------------	--	----	------	--	------	--	---------------------------------------	--	------------	--

Une nouvelle ligne est ajoutée à la suite de la ligne :

2	Industrie	28	Froid-chaud	D3	5-6	TQ	R		id	CCPQ		2804		Technicien / Technicienne du froid			
---	-----------	----	-------------	----	-----	----	---	--	----	------	--	------	--	------------------------------------	--	--	--

Cette nouvelle ligne est ainsi rédigée :

2	Industrie	29	Logistique et transport	D3	5-6	P	R <sup>2</sup>		id	CCPQ		2902		Conducteur / Conductrice poids lourds		01/09/2019	
---	-----------	----	-------------------------	----	-----	---	----------------	--	----	------	--	------	--	---------------------------------------	--	------------	--

5° dans la même annexe IV, l'option de base groupée « Barman/Barmaid » doit être indiquée dans la colonne « Technique et Artistique » et non dans la colonne « Professionnel » ;

6° dans la même annexe IV, deux lignes sont ajoutées à la fin du tableau :

10	Beaux-Arts	102	Arts Plastiques	D2	3-4	AQ	R <sup>2</sup>		Sans objet	Sans objet		9409	Arts plastiques (Ens. Artistique)				
10	Beaux-Arts	102	Arts Plastiques	D3	5-6	AQ	R <sup>2</sup>		Sans objet	Sans objet		9409	Arts plastiques (Ens. Artistique)				

7° dans l'annexe VI, pour l'option de base groupée de 7<sup>e</sup> année « 7PB Constructeur-Monteur/Constructrice-Monteuse en bâtiment structure bois S-O », une origine en 6<sup>e</sup> année (2<sup>e</sup> colonne) est ajoutée : « 6 P Couvreur-Etancheur / Couvreuse-Etancheuse » et la date de début (3<sup>e</sup> colonne) est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;

8° dans la même annexe VI, pour l'option de base groupée de 7<sup>e</sup> année « 7 PB Agent médico-social/Agente médico-sociale S-O », une origine en 6<sup>e</sup> année (2<sup>e</sup> colonne) est ajoutée : « 6 TQ Animateur/Animatrice » et la date de début (3<sup>e</sup> colonne) est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;

9° dans l'annexe IX, la ligne

Construction	Parachèvement du bâtiment	Ouvrier/Ouvrière en peinture du bâtiment	id.	CCPQ													
--------------	---------------------------	--	-----	------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par :

Construction	Parachèvement du bâtiment	Ouvrier/Ouvrière en peinture du bâtiment	id.	CCPQ				01/09/2020	Peintre Décorateur/Peintre Décoratrice CPU								
--------------	---------------------------	--	-----	------	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Une ligne est ajoutée à la suite de la ligne qui est modifiée :

Construction	Parachèvement du bâtiment	Peintre Décorateur/Peintre Décoratrice	id.	SFMQ	CPU	01/09/2020											
--------------	---------------------------	--	-----	------	-----	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

10° dans la même annexe IX, la ligne

Construction	Parachèvement du bâtiment	Ouvrier plafonneur/Ouvrière plafonneuse	id.	CCPQ													
--------------	---------------------------	---	-----	------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par :

Construction	Parachèvement du bâtiment		id.	CCPQ				01/09/2020	Plafonneur Cimentier/Plafonneuse Cimentière CPU								
--------------	---------------------------	--	-----	------	--	--	--	------------	---	--	--	--	--	--	--	--	--

Une ligne est ajoutée à la suite de la ligne qui est modifiée :

Construction	Parachèvement du bâtiment	Plafonneur Cimentier/Plafonneuse Cimentière	id.	SFMQ	CPU	01/09/2020											
--------------	---------------------------	---	-----	------	-----	------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

11° dans l'annexe XII, dans le tableau de l' « Enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et en alternance « article 49 » (technique de qualification TQ et professionnel P) », la mention « X » est supprimée dans les colonnes « NP » et « P2 » pour l'option « Agent /Agente agricole polyvalent / polyvalente (P) ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019.

**Art. 4.** La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13673]

**19 JUNI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoriums van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen, inzonderheid op artikel 43;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoriums van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs;

Gelet op de « gendertest » van 15 maart 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 april 2019;

Gelet op het overlegprotocol van 25 april 2019 binnen het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 25 april 2019 binnen het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité van de plaatselijke en provinciale overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het advies van de Raad van State 66.169/2, gegeven op 4 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, artikel 13, § 1, worden de woorden "29. Logistiek en Vervoer" toegevoegd tussen de woorden "28. Koud-Warm" en de woorden "3. Bouw".

**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 november 2018 tot vaststelling van de repertoriums van de basisopties en de opleidingen in het secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt:

1° In deel 4 worden de woorden "en artistiek" ingevoegd tussen de woorden "op het tweede en derde niveau van het technisch" en de woorden "kwalificatieonderwijs";

2° Er wordt een artikel 13bis toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 13bis. - § 1. Met toepassing van artikel 1 van het decreet van 14 juni 2018 houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen, wordt de gegroepeerde basisoptie "Beheerder in logistiek en vervoer" op experimentele basis georganiseerd in het 4de, 5de en 6de jaar van het technisch kwalificatieonderwijs met een KEL-stelsel vanaf het schooljaar 2019-2020 in het 4de jaar, en vervolgens geleidelijk in het 5de en 6de jaar, in een beperkt aantal inrichtingen die door de minister zijn toegelaten. Deze optie is opgenomen in de sector "2. Industrie" en in de groep "29. Logistiek en vervoer".

§ 2. De personeelsleden die benoemd of aangeworven zijn in vast verband voor een cursus of leraarsambt in een gegroepeerde basisoptie en die in 2019-2020 in het 4e jaar een cursus in het ambt "CT Logistique DI in de nieuwe gegroepeerde basisoptie "Beheerder Logistiek en vervoer" krijgen toegewezen:

- worden geacht voor de schooljaren 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023 de bekwaamheidsbewijzen te bezitten die nodig zijn om deze cursus in dat ambt te onderwijzen, indien zij dat wensen;
- worden geacht voor de schooljaren 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023 de nuttige ervaring voor dat ambt te hebben opgedaan;
- behouden voor de schooljaren 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023 het voordeel van hun benoeming of aanwerving in vast verband, alsook de baremaschaal die hun was toegekend indien deze gunstiger is.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op leerkrachten die tijdens het schooljaar 2020-2021 een cursus in het ambt "CT Logistique DS" in het 5de jaar krijgen toegewezen. In dit geval gelden bovenstaande bepalingen voor de schooljaren 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 en 2023-2024.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op leerkrachten die tijdens het schooljaar 2021-2022 een cursus in het ambt "CT Logistique DS" in het 6de jaar krijgen toegewezen. In dit geval gelden bovenstaande bepalingen voor de schooljaren 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 en 2024-2025.

§ 3. Tijdelijke personeelsleden die zijn aangesteld in een ambt als leraar, voor een op 30 juni 2019 gegroepede basisoptie, met een anciënniteit van minstens 180 dagen en die in 2019-2020 in het vierde jaar in de nieuwe gegroepede basisoptie "Beheerder Logistiek en vervoer" een cursus in het ambt "CT Logistique DI" toegewezen krijgen:

- worden geacht voor de schooljaren 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023 de bekwaamheidsbewijzen te bezitten die nodig zijn om deze cursus in dat ambt te onderwijzen, indien zij dat wensen;
- worden geacht voor de schooljaren 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 en 2022-2023 de nuttige ervaring voor dat ambt te hebben opgedaan.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op tijdelijke leerkrachten die zijn aangesteld in een ambt als leraar, voor een op 30 juni 2020 gegroepede basisoptie, met een anciënniteit van minstens 180 dagen en die tijdens het schooljaar 2020-2021 in het vijfde jaar een cursus in het ambt "CT Logistique DI" krijgen toegewezen. In dit geval gelden bovenstaande bepalingen voor de schooljaren 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 en 2023-2024.

Dezelfde bepalingen zijn van toepassing op tijdelijke leerkrachten die zijn aangesteld in een ambt als leraar, voor een op 30 juni 2021 gegroepede basisoptie, met een anciënniteit van minstens 180 dagen en die tijdens het schooljaar 2021-2022 in het zesde jaar een cursus in het ambt "CT Logistique DI" krijgen toegewezen. In dit geval gelden bovenstaande bepalingen voor de schooljaren 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024 en 2024-2025. »;

3° in bijlage IV, wordt het opschrift van de kolom « Technique » vervangen door « Technique et Artistique » ;

4° in dezelfde bijlage IV, wordt de volgende regel

2	Industrie	26	Mécanique appliquée	D3	5-6	P	R <sup>2</sup>		id	CCPQ		2619		Conducteur / Conductrice poids lourds				
---	-----------	----	---------------------	----	-----	---	----------------	--	----	------	--	------	--	---------------------------------------	--	--	--	--

vervangen door:

2	Industrie	26	Mécanique appliquée	D3	5-6	P	R <sup>3</sup>		id	CCPQ		2619		Conducteur / Conductrice poids lourds		01/09/2019		
---	-----------	----	---------------------	----	-----	---	----------------	--	----	------	--	------	--	---------------------------------------	--	------------	--	--

Er wordt een nieuwe regel toegevoegd na de regel:

2	Industrie	28	Froid-chaud	D3	5-6	TQ	R		id	CCPQ		2804		Technicien / Technicienne du froid				
---	-----------	----	-------------	----	-----	----	---	--	----	------	--	------	--	------------------------------------	--	--	--	--

Deze nieuwe regel wordt als volgt verwoord:

2	Industrie	29	Logistique et transport	D3	5-6	P	R <sup>3</sup>		id	CCPQ		2902		Conducteur / Conductrice poids lourds		01/09/2019		
---	-----------	----	-------------------------	----	-----	---	----------------	--	----	------	--	------	--	---------------------------------------	--	------------	--	--

5° in dezelfde bijlage IV, moet de gegroepede basisoptie « Barman/Barmaid » in de kolom « Technique et Artistique » vermeld worden en niet in de kolom « Professionnel » ;

6° in dezelfde bijlage IV, worden twee regels toegevoegd op het einde van de tabel:

10	Beaux-Arts	102	Arts Plastiques	D2	3-4	AQ	R <sup>2</sup>		Sans objet	Sans objet		9409		Arts plastiques (Ens. Artistique)				
10	Beaux-Arts	102	Arts Plastiques	D3	5-6	AQ	R <sup>2</sup>		Sans objet	Sans objet		9409		Arts plastiques (Ens. Artistique)				

7° in bijlage VI, voor de gegroepede basisoptie van het 7de jaar « 7PB Constructeur-Monteur/Constructrice-Monteur en bâtiment structure bois S-O », wordt een afkomst in het zesde jaar (2<sup>de</sup> kolom) toegevoegd: « 6 P Couvreur-Etancheur / Couvreuse-Etancheuse » en de begindatum (3<sup>de</sup> kolom) wordt op 1 september 2019 bepaald;

8° in dezelfde bijlage VI, voor de gegroepede basisoptie van het 7de jaar « 7 PB Agent médico-social/Agente médico-sociale S-O », wordt een afkomst in het zesde jaar (2de kolom) toegevoegd: « 6 TQ Animateur/Animatrice » en de begindatum (3de kolom) wordt op 1 september 2019 bepaald;

9° in bijlage IX, wordt de regel

Construction	Parachèvement du bâtiment	Ouvrier/Ouvrière en peinture du bâtiment	id.	CCPQ														
--------------	---------------------------	--	-----	------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

vervangen door:

Construction	Parachèvement du bâtiment	Ouvrier/Ouvrière en peinture du bâtiment	id.	CCPQ								01/09/2020		Peintre Décorateur/Peintre Décoratrice CPU				
--------------	---------------------------	--	-----	------	--	--	--	--	--	--	--	------------	--	--	--	--	--	--

Er wordt een regel toegevoegd na de gewijzigde regel:

Construction	Parachèvement du bâtiment	Peintre Décorateur/ Peintre Décoratrice	id.	SFMQ	CPU	01/09/2020		
--------------	---------------------------	--	-----	------	-----	------------	--	--

10° in dezelfde bijlage IX, wordt de regel

Construction	Parachèvement du bâtiment	Ouvrier plafonneur/ Ouvrière plafonneuse	id.	CCPQ				
--------------	---------------------------	---	-----	------	--	--	--	--

vervangen door:

Construction	Parachèvement du bâtiment		id.	CCPQ		01/09/2020	Plafonneur Cimentier/ Plafonneuse Cimentière CPU	
--------------	---------------------------	--	-----	------	--	------------	---	--

Er wordt een regel toegevoegd na de gewijzigde regel:

Construction	Parachèvement du bâtiment	Plafonneur Cimentier/ Plafonneuse Cimentière	id.	SFMQ	CPU	01/09/2020		
--------------	---------------------------	---	-----	------	-----	------------	--	--

11° in bijlage XII, in de tabel « Enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et en alternance « article 49 » (technique de qualification TQ et professionnel P) », wordt de melding « X » geschrapt in de kolommen « NP » et « P2 » voor de optie « Agent / Agente agricole polyvalent / polyvalente (P) ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

**Art. 4.** De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13652]

**3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant scission de l'École fondamentale d'enseignement spécialisé de la Communauté française "Croix-Blanche" de Bastogne – Bertrix – Libramont en l'École fondamentale d'enseignement spécialisé de la Communauté française "Croix-Blanche" de Bastogne-Libramont et l'École fondamentale d'enseignement spécialisé de la Communauté française « L'Embellie » de Bertrix**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement, telle que modifiée;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'État, telle que modifiée;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions du personnel d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'État, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 8 décembre 1989 relatif à la dénomination des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé,

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juin 2019;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur IX, du 25 juin 2019 ;